

NOTE BIO COM(78) 68 AUX BUREAUX NATIONAUX  
 CC. AUX MEMBRES DU GROUPE ET A M. LE DIRECTEUR GENERAL DG I  
 COPIE DG VIII, M. OPITZ

432

-----  
 AU COURS DE SA REUNION D'HIER, LA COMMISSION A TRAITE LES POINTS  
 SUIVANTS :

1. ENERGIE

-----  
 RAFFINAGE :

LA COMMISSION A APPROUVE, SUR PROPOSITION DE M. BRUNNER, UNE COMMUNICATION AU CONSEIL SUR LES INITIATIVES QU'ELLE ENTEND PRENDRE DANS LE DOMAINE DU RAFFINAGE DU PETROLE AFIN DE REMEDIER A LA SITUATION PREOCCUPANTE DE CE SECTEUR : SURCAPACITE DES INSTALLATIONS STAGNATION DE LA DEMANDE, NIVEAU ELEVE DES STOCKS EN PARTICULIER.. REDUCTION DES CAPACITES DE DISTILLATION, REMPLACEMENT D'INSTALLATIONS VETUSTES PAR DES INSTALLATIONS PLUS MODERNES OU MIEUX ADAPTEES A LA DEMANDE, PLUS GRANDE TRANSPARENCE DES PRIX PETROLIERS, SONT LES PRINCIPAUX OBJECTIFS PROPOSES PAR LA COMMISSION (VOIR P 19)

AIDE AU CHARBON POUR CENTRALES :

UNE AUTRE COMMUNICATION AU CONSEIL VISE LA MISE EN OEUVRE D'UN SYSTEME D'AIDE AUX ECHANGES INTRA-COMMUNAUTAIRES DE CHARBON POUR LES CENTRALES ELECTRIQUES, SYSTEME QUI SERAIT PARTIELLEMENT FINANCE PAR LA COMMUNAUTE. L'OCTROI DE SUBVENTIONS PERMETTRAIT AU CHARBON COMMUNAUTAIRE DE SOUTENIR LA CONCURRENCE AVEC LE CHARBON IMPORTE DES PAYS TIERS. IL S'AGIRAIT UNIQUEMENT DU CHARBON DESTINE AUX CENTRALES ELECTRIQUES QUI CONSTITUENT UN MARCHÉ EN EXPANSION. L'OBJECTIF DE LA COMMISSION EST DE MAINTENIR LA CAPACITE DE PRODUCTION DE CHARBON AU NIVEAU QUI AVAIT ETE JUGE INDISPENSABLE POUR LA SECURITE DE L'APPROVISIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE EN ENERGIE : PRODUCTION ANNUELLE DE 250 MILLIONS DE TONNES DE CHARBON (VOIR P 22).

VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE DU MARCHÉ COMMUNE DU CHARBON  
 CE POINT N'A PAS ETE TRAITE PAR LA COMMISSION, MAIS A FAIT L'OBJET D'UNE CONFERENCE DE PRESSE QU'A TENUE AUJOURD'HUI A 12.15 M. GUIDO BRUNNER QUI A COMMENTE EGALEMENT A CETTE OCCASION L'ADOPTION PAR LA COMMISSION DES DEUX POINTS CI-DESSUS.  
 VOUS AVEZ RECU LA BROCHURE '25 ANS DE MARCHÉ COMMUN', UNE NOTE P 20. UNE NOTE BIO VOUS PARVIENDRA SUR LA CONFERENCE DE PRESSE.

2. ORIENTATIONS BUDGETAIRES

-----  
 A L'INITIATIVE DE M. TUGENDHAT, LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR LES GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA COMMUNAUTE EN VUE DE PREPARER LE BUDGET DE 1979. CETTE COMMUNICATION SERA DISCUTEE DANS LE PARLEMENT LE MOIS PROCHAIN ET DANS LE CONSEIL LORS D'UNE REUNION DES MINISTRES DES FINANCES ET DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES LE 3 AVRIL PROCHAIN. LA COMMISSION PRESENTE LES DOMAINES PRIORI-

////

NNNN

G.P.P. B. 1/24 5423 23.2.78 X X

P. 1.

326562

TAIRES DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE POUR LES PROCHAINES ANNEES (MUTATION INDUSTRIELLE, DIMINUTION DE LA DEPENDANCE ENERGETIQUE, RENFORCEMENT DE LA COOPERATION AVEC LES PAYS DU TIERS MONDE, ATTENUATION DES DESEQUILIBRES REGIONAUX, MAITRISE DES DEPENSES AGRICOLES, ET BIEN ENTENDU CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT), ET EXPOSE LES CONSEQUENCES QU'IL Y AURA LIEU D'EN TIRER DANS L'ETABLISSEMENT DU BUDGET 1979.  
(VOIR P-211).

LE DETAIL DE CES ORIENTATIONS ET BIEN ENTENDU LE DOCUMENT LUI-MEME (AINSI QUE LA NOTE P CORRESPONDANTE) NE POURRONT ETRE COMMUNIQUEES A LA PRESSE QUE MARDI PROCHAIN, LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION DEVANT PARVENIR PAR PRIORITE AU PARLEMENT ET AU CONSEIL.

### 3. RELATIONS EXTERIEURES

#### JAPON

LA COMMISSION A ENTENDU UN RAPPORT INTERIMAIRE DU VICE-PRESIDENT HAFERKAMP SUR L'ETAT DU DIALOGUE AVEC LE JAPON NOTAMMENT A LA SUITE DE LA VISITE EXPLORATOIRE DE M. MEYNELL, RAPPORT SUIVI D'UN BREF DEBAT. AUCUN COMMENTAIRE PARTICULIER.

#### ROUMANIE

M. HAFERKAMP A FAIT UN RAPPORT ORAL SUR SA VISITE EN ROUMANIE, AU COURS DE LAQUELLE IL A EU DES ENTRETIENS AVEC LE PREMIER MINISTRE, LES MINISTRES DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE L'AGRICULTURE ET LES DEUX VICE-MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES (LE MINISTRE ETANT SOUFFRANT). IL S'AGIT D'UNE VISITE DE TRAVAIL QUI A PERMIS D'EXAMINER, D'UNE MANIERE FRANCHE ET CONCRETE, L'ENSEMBLE DES RELATIONS BILATERALES. IL N'A PAS ETE QUESTION DES NEGOCIATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LE CAEM.

////

////

## 4. ELARGISSEMENT

LA COMMISSION A ENTENDU LE VICE PRESIDENT NATALI SUR SA RECENTE VISITE A MADRID AINSI QUE SUR L'ORGANISATION DES TRAVAUX CONCERNANT LA "FRESQUE".

DANS LES PROCHAINES SEMAINES LA COMMISSION VA ENGAGER TOUTE UNE SERIE D'ACTIVITES TOUCHANT A L'ELARGISSEMENT. ELLE A DISCUTE HIER L'ORGANISATION DE SES TRAVAUX A CE SUJET.

1. AVANT PAQUES ELLE DEVRA ADOPTER LA VUE D'ENSEMBLE SUR LES IMPLICATIONS DE L'ELARGISSEMENT, "LA FRESQUE".

DES CETTE SEMAINE M. NATALI SAISIRA SES COLLEGUES DE SES PREMIERES CONCLUSIONS SUR LES GRANDES QUESTIONS SOULEVEES PAR L'ELARGISSEMENT.

LES RAPPORTS FACTUELS DES DIFFERENTS GROUPES AD HOC QUI ONT TRAVAILLE AU SEIN DES SERVICES DE LA COMMISSION SUR DIVERS SECTEURS TOUCHES PAR L'ELARGISSEMENT SERONT EGALEMENT DIFFUSES. CES RAPPORTS FORMERONT LE POINT DE DEPART DE LA PARTIE ANALITIQUE DE LA "FRESQUE".

2. L'AVIS SUR LA DEMANDE D'ADHESION DU PORTUGAL SERA ADOPTE PAR LA COMMISSION AU MOIS D'AVRIL. M. NATALI SE RENDRA EN VISITE OFFICIELLE AU PORTUGAL A PARTIR DU 11 MARS.

3. LA COMMISSION PROPOSERA AU CONSEIL DANS LES PROCHAINES SEMAINES LE MANDAT DE NEGOCIATIONS AVEC LA GRECE POUR LES SECTEURS CECA ET RELATIONS EXTERIEURES.

CES NEGOCIATIONS CONNAITRONT UNE ACCELERATION: UNE SESSION AU NIVEAU DES AMBASSADEURS EST PREVUE POUR LE 27 FEVRIER ET UNE AUTRE POUR LE MOIS DE MARS AVANT UNE SESSION MINISTERIELLE PREVUE LE 3 OU 4 AVRIL. COMME VOUS SAVEZ L'OBJECTIF EST D'ACHEVER LA PHASE SUBSTANTIELLE DES NEGOCIATIONS POUR LA FIN DE L'ANNEE.

4. LA COOPERATION AVEC LES AUTORITES ESPAGNOLES EN VUE DE LA PREPARATION DE L'AVIS SUR LA DEMANDE ESPAGNOLE VA DEMARRER CONCRETEMENT AVEC LA VISITE, PREVUE POUR LES 8-9 MARS DU MINISTRE POUR LES RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTE, CALVO SOTELO.

SUR LE FOND ET EN PARTICULIER SUR LES TRAVAUX EN MATIERE DE FRESQUE RIEN NE PEUT ETRE ANTICIPE A CE STADE. NOUS NOUS EFFORCERONS DE VOUS TENIR AU COURANT D'UNE FACON TEMPESTIVE ET DE VOUS INFORMER DES INITIATIVES ENVISAGEES PAR LA PRESSE ACCREDITEE.

JE VOUS SIGNALERAI ENFIN TROIS POINTS QUI N'ONT PAS FAIT L'OBJET DE COMMENTAIRES EN SALLE DE PRESSE, MAIS QUI RISQUENT DE SUSCITER DES QUESTIONS :

NNNN

## A. CHAUSSURES

SI VOUS ETES INTERROGES SUR LES DISCUSSIONS QUI ONT EU LIEU EN COMMISSION A CE SUJET, JE VOUS PRIE DE VOUS BORNER A INDICER QUE LA COMMISSION A EU EFFECTIVEMENT UN DEBAT ET QU'ELLE SUIVRA AVEC ATTENTION L'EVOLUTION DE LA SITUATION COMPTE TENU DE L'ATTACHEMENT DE LA COMMUNAUTE EN TANT QU'IMPORTATEUR TRADITIONNEL, A UNE POLITIQUE LIBERALE DANS CE DOMAINE. LA COMMISSION AURA UNE NOUVELLE DISCUSSION PROCHAINEMENT SUR LES MESURES A PREVOIR POUR PRENDRE UNE MESURE EXACTE DES PROBLEMES QUI SE POSENT ET FAIRE FACE AUX NECESSAIRES CHANGEMENTS STRUCTURELS DANS L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE DE LA CHAUSSURE. VOICI QUELQUES ELEMENTS DE BACKGROUND QUE VOUS POUVEZ EGALEMENT RAPPELER :

L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE DE LA CHAUSSURE EST ACTUELLEMENT CARACTERISEE PAR TROIS FACTEURS :

- LA STAGNATION, VOIRE REGRESSION DE LA CONSOMMATION.
- LA BAISSSE DE LA PRODUCTION, REPARTIE TRES INEGALEMENT ENTRE LES ETATS MEMBRES (49 % DE 1972 A 1977 EN BELGIQUE, A PLUS DE 80% EN ITALIE), REFLETANT DES PROBLEMES D'ADAPTATION STRUCTURELLE. 66.000 EMPLOIS ONT ETE PERDUS, DONT LA MOITIE EN RAISON DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES);
- UNE MODIFICATION DE LA BALANCE COMMERCIALE AU DETRIMENT DE LA COMMUNAUTE (DE 1970 A 1976 LES EXPORTATIONS SONT PASSES DE 170 A 143 MILLIONS ET LES IMPORTATIONS DE 120 A 231 MILLIONS DE PAIRES). LA COMMUNAUTE RESTE TOUTEFOIS EXPORTATEUR NET EN TERMES DE VALEUR (AVEC UN SOLDE FAVORABLE DE 260 MILLIONS D'UC EN 1976).

DES PREOCCUPATIONS ONT ETE EXPRIMEES NOTAMMENT CONCERNANT LES EFFETS DES MESURES PRISES DANS LE SECTEUR DE LA CHAUSSURE PAR LES AUTRES PAYS INDUSTRIALISES. (VOIR AUSSI REPOSE A LA QUESTION PARLEMENTAIRE 767/77).. LE JAPON (CONTINGENTS TRADITIONNELS LIMITANT LES IMPORTATIONS A 2 % DU MARCHE); ETATS-UNIS (ACCORDS D'AUTO-LIMITATION EN 1977 AVEC TAIWAN ET CORÉE), AUSTRALIE, CANADA, NOUVELLE ZELANDE, AFRIQUE DU SUR (IMPOSITION DES CONTINGENTS). CECI AFFECTE LA COMMUNAUTE A LA FOIS EN TANT QU'EXPORTATEUR (P. EX JAPON ET CANADA) ET EN TANT QU'IMPORTATEUR (RISQUE DE DEFLECTION VERS LA COMMUNAUTE DE SURCAPACITES D'EXPORTATION, NOTAMMENT DANS CERTAINS PAYS DU SUD-EST ASIATIQUE).

## B. PECHE / ESPAGNE

LE CONSEIL DES MINISTRES VIENT D'ARRETER LES DROITS DE PECHE DANS LES EAUX COMMUNAUTAIRES POUR LES PECHEURS ESPAGNOLS PENDANT LES TROIS PROCHAINS MOIS. POUR L'ESPECE LA PLUS IMPORTANTE,

1111

NNNN

